Conditions générales de vente

Les conditions détaillées ci-dessous concernent les prestations de formation organisées par le Centre d'Études Actuarielles (CEA), sans préjudice des modalités contractuelles applicables selon le type de formation choisie par le client acheteur, participant ou stagiaire.

Le seul fait d'accepter une offre du CEA emporte l'acceptation sans réserve des présentes conditions générales.

Les CGV sont accessibles en ligne. Elles peuvent être modifiées à tout moment à la discrétion de l'Organisme de Formation, avec application immédiate. Seule la dernière version mise en ligne sera applicable.

Si l'une quelconque des clauses des CGV était déclarée nulle, elle serait réputée non écrite mais n'entraînerait pas la nullité ni des présentes CGV ni de la Formation concernée.

Le fait de ne pas revendiquer l'application de l'une des dispositions des CGV ou d'acquiescer à son inexécution, de manière permanente ou temporaire, ne peut être interprété comme valant renonciation à son application.

1. CONDITIONS D'INSCRIPTION

Chaque demande d'inscription nécessite le renvoi du bulletin d'inscription complété accompagné des pièces du dossier requises et dont la liste figure sur le site (institutdesactuaires.com) et sur le bulletin d'inscription.

Toutes les inscriptions sont soumises à la procédure de sélection prévue dans le règlement de la formation qui est déposé sur le site www.institutdesactuaires.com.

A chaque confirmation d'inscription une convention de formation établie selon les textes en vigueur est adressée en double exemplaire dont un est à retourner signé par le client et revêtu du cachet de son entreprise.

2. PAIEMENT

Le paiement s'effectue à réception de la facture. L'entreprise s'engage à fournir tous les éléments nécessaires au paiement de la facture (numéro de bon de commande...) dans les 15 jours suivant la date d'émission de la convention. En l'absence de subrogation de paiement le règlement devra intervenir au plus tard le 31 mars de l'année concernée. En contrepartie des sommes reçues, l'Organisme de Formation s'engage à réaliser toutes les actions prévues dans le cadre de la présente convention et à fournir tout document et toute pièce de nature à justifier la réalité et la validité des dépenses de formation engagées à ce titre.

Toute session commencée est due dans son intégralité. En cas de prise en charge du paiement d'une formation par un organisme extérieur de financement, il appartient au Client :

- De faire une demande de prise en charge avant le début de la formation et de s'assurer de la bonne fin de cette demande ;
- De l'indiquer explicitement sur son bulletin d'inscription ou dans sa commande ;
- De s'assurer de la bonne fin du paiement par l'organisme qu'il aura désigné.

En cas de prise en charge partielle de l'organisme extérieur de financement, le reliquat sera facturé directement au Client. En cas de refus de paiement par l'organisme extérieur (absence du stagiaire, abandon, etc), l'organisme de formation est fondé à réclamer à l'entreprise signataire, solidairement débitrice à son égard, le paiement du coût pédagogique non imputable sur le budget formation.

Les frais de déplacement et d'hébergement restent à la charge exclusive du Client.

3. RETARD DE PAIEMENT

Les pénalités de retard de paiement commencent à courir après mise en demeure par lettre RAR.

Les taux d'intérêt des pénalités de retard de paiement sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.

Pour les Clients Entreprises (personnes morales) : Tout retard de paiement donnera lieu, en plus des pénalités de retard, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit du créancier, d'un montant de 40 €, conformément à l'article D.441-5 du Code du Commerce. Cette indemnité sera due de plein droit et sans formalité par le professionnel, en situation de retard.

4. INEXÉCUTION

En cas de non-respect des obligations mentionnées dans l'article 3, l'organisme de formation sera fondé à refuser l'accès aux évaluations de compétence sans que sa responsabilité puisse être recherchée.

En cas d'inexécution totale ou partielle de ses obligations, l'organisme de formation remboursera à l'entreprise les sommes perçues prorata temporis.

5. REGLEMENT DE LA FORMATION

Les stagiaires s'engagent à respecter le règlement pédagogique de la formation, lequel figure sur le site de la formation concernée et leur est communiqué par mail.

6. ABSENCES

En cas d'empêchement pour un participant d'assister à une ou plusieurs sessions, l'entreprise ne peut lui substituer un autre collaborateur.

Pour des raisons pédagogiques manifestes, il est recommandé aux participants de ne pas s'absenter au cours d'une session.

7. ABSENCES EN CAS DE SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

L'entreprise s'engage à informer sans délai le Centre d'Études Actuarielles de tout événement qui pourrait être incompatible avec la présence du participant aux formations diligentées par l'organisme de formation (arrêt maladie, congé de maternité etc). A défaut, la présence du participant aux formations données vaudra acceptation de présence de la part de la société et dégage de toute responsabilité l'organisme de formation.

8. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le client, l'acheteur ainsi que le stagiaire s'engagent à ne pas reproduire, résumer, modifier ou rediffuser le contenu des documents distribués lors des prestations sans autorisation expresse préalable du CEA.

Dans le cadre d'un engagement pour l'environnement, les supports fournis pour les sessions de formation sont des supports dématérialisés.

9. DONNEES PERSONNELLES

Le client, l'acheteur ainsi que le stagiaire disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification des données personnelles le concernant.

Il suffit d'adresser un courrier postal au CEA.

10. LOI APPLICABLE

Les conditions Générales et tous les rapports entre le CEA et ses clients et stagiaires relèvent de la Loi française.

11. CONTENTIEUX

En cas de litige, et à défaut d'accord amiable qui sera dans tous les cas recherché, seuls les tribunaux seront compétents en fonction de la nature et du montant en litige.